



Image de présentation des noix de colas marquant la fin d'un conflit à N'zérékoré

RAPPORT DE L'ÉVALUATION FINALE DU PROJET

« Promouvoir les relations, Renforcer les liens : Un nouveau Partenariat pour le Dialogue et la Résolution des Conflits en Guinée Forestière »

GUI027 et GUI028 financé le Département d'Etat Américain à travers le *Conflict and Stabilization Operations (CSO)*

JUILLET-AOÛT 2018

Responsable de l'évaluation : Julien Niankoye Bolamou : jbolamou@sfcg.org

Assistant : Karamoko Condé: kconde@sfcg.org

Contacts:

Koala Oumarou

Country Director

Search for Common Ground

Rue RO N°128, Quartier Taouyah, Commune

Ratoma

Tél. [+224 626 26 55 08](tel:+224626265508)

Email : okoala@sfcg.org

Béatrice Abouya

West-Africa Regional Program Manager

Search for Common Ground

Blvrd Latrille-Cocody, Abidjan-Côte d'Ivoire

Tél : [+225 08 69 79 48](tel:+22508697948)

Email : babouya@sfcg.org

Table des matières

1. Résumé exécutif	5
Le projet	5
Les résultats clés de l'évaluation	7
De la pertinence du projet	7
De l'Efficacité du projet	7
Des Effet de l'action de SFCG à travers ce projet	8
Recommandations	9
2. Contexte du projet	11
Description :	11
3. Méthodologie	13
Les zones cibles de l'étude :	14
La période de l'Evaluation :	14
Méthodes de collecte des données	14
Volet qualitatif	14
Volet quantitatif	15
Equipe d'Evaluation	16
Equipe d'Evaluation	17
Equipe d'Evaluation	17
Difficultés et limites de l'évaluation	18
Difficultés rencontrées:	18
Limites de l'évaluation :	18
4. Résultats de l'évaluation	19
De la pertinence du projet :	19
De l'efficacité du projet :	21
Efficacité de SFCG dans la réalisation des activités du projet :	21
Efficacité de l'approche de mise en œuvre du projet :	23
Des effets avérés du projet :	24

De la pérennisation des connaissances des acteurs au dialogue et des membres des comités de paix :	24
Des effets sessions de dialogue, de formations et de l'ouverture de centre régional de paix sur les communautés :	28
De la concertation et la collaboration entre les leaders religieux et communautaires :	30
Du niveau d'institutionnalisation des comités de paix :	32
5. Leçons Apprises et Conclusions	34
5.1 Leçons apprises	34
5.2 Conclusions	34
De la pertinence du projet	34
De l'Efficacité du projet	34
Des Effet de l'action de SFCG à travers ce projet	35
6. Recommandations	36

Remerciements

L'évaluation du projet « *Promouvoir les relations, Renforcer les liens : Un nouveau Partenariat pour le Dialogue et la Résolution des Conflits en Guinée Forestière* », est une initiative de Search for Common Ground. Cette initiative est l'étape finale de la mise en œuvre du projet susmentionné, qui est financé par le Département d'Etat Américain à travers le *Conflict and Stabilisation Operations* (CSO). Ce projet a été mis en œuvre dans les six préfectures de la région administratives de Nzérékoré dans le sud de la Guinée, pendant une période cumulée de 22 mois (Septembre 2016 – Mai 2018). Cette évaluation a été possible grâce à l'implication sans faille de tous les acteurs et parties prenantes au projet.

Nos remerciements s'adressent tout d'abord au Département d'Etat Américain à travers le *Conflict and Stabilisation Operations* pour le soutien financier et à SFCG pour l'initiative. Que le Gouvernement Guinéen, les autorités à tous les niveaux, ainsi que les partenaires au développement en soient sincèrement remerciés.

Notre gratitude à toutes les Autorités Administratives à tous les niveaux qui ont facilité le déplacement de l'équipe sur le terrain.

Que soient singulièrement remerciés : Monsieur Quentin Levet (West-Africa Director), Madame Béatrice Abouya (West-Africa Regional Program Manager), Monsieur Koala Oumarou (Directeur Pays SFCG-Guinée), Madame Emilie Roy (DME Specialist West Africa), et toute l'équipe de SFCG en Guinée, pour leur implication personnelle dans la réalisation de la présente évaluation.

Enfin, nos félicitations et encouragements s'adressent à l'ensemble des membres de l'équipe d'étude et aux guides et accompagnateurs qui, durant deux semaines, se sont investis dans la collecte des données.

1. Résumé exécutif

Le projet

La région administrative de N'Zérékoré (communément appelée la région forestière) fait l'objet d'affrontements ethniques violents et récurrents qui menacent la stabilité d'une région qui abrite 25% de la population guinéenne. La violence entre les civils a perturbé les activités socio-économiques, contribué à la polarisation et a alimenté des profonds griefs. La région forestière est une région importante pour le développement de la Guinée, avec des terres agricoles fertiles et un sous-sol riches avec en exergue, l'un des plus riches gisements de minerai de fer au monde. En dépit de ces ressources naturelles, les populations sont très pauvres, vivant pour la majorité, en dessous du seuil de pauvreté. Une pauvreté aussi exacerbée par le chômage grandissant à cause du départ des compagnies minières à partir de 2013.

Cette situation ajoutée à la dynamique de conflits autour des élections nationales et locales, ont causé davantage la polarisation des crises sociales qui ont souvent abouti à des violents affrontements entre les communautés de cette région.

Les communautés Kpèlè et Konianké sont souvent celles qui sont le plus en conflits dans cette région. L'escalade de la violence a atteint son apogée en Juillet 2013, quand un incident mineur à une station-service de Koulé a entraîné des violences qui se sont répandues dans la région, faisant 217 morts, blessant 473 personnes et déplaçant 16,711 personnes dans le pays.

Dans ce contexte, un grand nombre d'institutions internationales et d'ONG sont présentes à Nzérékoré pour travailler dans le domaine de la consolidation de la paix. Cependant, nos études avaient révélé que les programmes de consolidation de la paix n'ont pas suffisamment répondu aux facteurs de violence ni permis la résolution des conflits non-violents. Les recherches de SFCG avaient révélé que les formations en résolution des conflits pour les populations locales étaient trop élémentaires, ne fournissant pas les compétences suffisantes pour adresser les conflits. Ces formations n'avaient pas ciblé les personnes qui ont le plus d'influence et de capacité pour atténuer et résoudre les conflits. Il était donc nécessaire de : 1) élargir la portée des messages et des programmes de résolution des conflits dans les zones rurales touchées par la violence ; 2) investir dans des formations plus avancées et plus approfondies avec les acteurs qui sont mieux positionnés pour répondre aux conflits.

Dans ce cadre que SFCG à travers le soutien financier du Département d'État Américain par le canal de CSO, a procédé à la mise en œuvre du projet « **Promouvoir les relations, Renforcer les liens : Un nouveau Partenariat pour le Dialogue et la Résolution des Conflits en Guinée Forestière** ». Ce projet a élargi le champ d'action des mécanismes existants, plutôt que de développer de nouveaux mécanismes, en mettant l'accent sur l'utilisation de ces mécanismes comme catalyseurs pour favoriser un dialogue inclusif entre les acteurs religieux et communautaires de la région forestière.

Objectifs du projet

Le projet est structuré en deux composantes dont les objectifs sont :

Composante 1 : GUI027	Composante 2 : GUI028
<p>Objectif 1 : Renforcer les capacités et faciliter la coopération entre les leaders religieux et communautaires au niveau régional</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Résultat attendu 1.1: Les leaders religieux et communautaires régionaux ont des capacités et une motivation accrues pour participer au processus de dialogue régional</i> - <i>Résultat 1.2: La confiance et la tolérance sont renforcées parmi les leaders communautaires et religieux régionaux à travers leur engagement dans un dialogue facilité</i> 	<p>Objectif 1: Améliorer la capacité des membres des comités de paix à poursuivre la consolidation de la paix au niveau communautaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Résultat attendu 1.1: Les membres des comités de paix ont des capacités accrues pour poursuivre durablement les efforts de consolidation de la paix au niveau communautaire en Guinée Forestière</i>
<p>Objectif 2 : Améliorer l'accès des acteurs de paix aux ressources de consolidation de la paix, au niveau régional</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Résultat attendu 2.1: Les acteurs de paix au niveau régional ont un accès accru aux ressources de consolidation de la paix afin de soutenir le dialogue amenant la transformation des conflits</i> 	<p>Objectif 2: Identifier des alternatives à la violence et renforcer l'appropriation communautaire de ces alternatives pour faire face aux tensions émergentes</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Résultat attendu : Des alternatives à la violence sont identifiés et l'appropriation de ces dernières pour faire face aux tensions émergentes renforcé.</i>

Objectifs de l'évaluation

A travers cette évaluation SFCG a souhaité obtenir :

Composante 1 : GUI027	Composante 2 : GUI028
<ul style="list-style-type: none"> ● La pertinence de l'action engagée auprès des bénéficiaires du projet ; ● La mesure de l'efficacité du projet ; ● La des effets avérés du projet ; ● La mesure du niveau d'implication des acteurs aux dialogues, les structures de paix, des autorités locales dans la mise en œuvre des activités du projet ; ● La collecte d'au moins deux histoires de réussite témoignant des effets du projet 	<ul style="list-style-type: none"> ● La pertinence de l'action engagée auprès des bénéficiaires du projet ; ● La mesure de l'efficacité du projet ; ● La mesure des effets avérés du projet ● La mesure du niveau d'implication des comités de paix, des populations et des autorités locales dans la mise en œuvre des activités du projet ● La collecte d'au moins deux histoires de réussite témoignant des effets du projet ● Tirer les leçons de l'expérience écoulée afin de les appliquer à la prochaine synergie

Méthodologie d'évaluation

Les préfectures touchées par l'étude sont donc : Beyla, Guéckédou, Lola, Macenta, Nzérékoré et Yomou. L'étude s'est réalisée sur une période allant du 14 Juin au 15 Août 2018 inclusivement. La méthodologie adoptée pour cette étude intègre à la fois des méthodes collecte de données quantitatives et qualitatives. Pour la collecte de données quantitatives, les interviews individuelles et les groupes de discussions (focus groupes) ont été utilisés. 18 focus groupes de discussion regroupant 144 personnes hommes et femmes) et

des séries d'interviews individuelles touchant 60 personnes ((informateurs clés) ont été réalisés pendant la phase de collecte de données. Pour la collecte de données quantitatives, le sondage d'opinion a été utilisé. Un échantillon de 1500 personnes a été touché par le sondage d'opinion dans les 6 préfectures.

Limitations

Aucune étude n'étant complète, nous pensons toutefois avoir minimisé les risques qui peuvent affecter la fiabilité des données collectées au compte de cette étude. La méthodologie utilisée et le calcul de l'échantillon de sondage permet d'extrapoler les données à toutes les populations des communautés soumises à cette étude.

La collecte de données a permis de faire l'entretien avec 30 informateurs clés, d'organiser et animer 32 groupes de discussion rassemblant un total de 320 personnes à raison de 10 personnes par groupes de discussion et d'administrer 900 protocoles d'enquête au niveau de 900 personnes choisies de façon aléatoire dans les ménages, les lieux publics et dans la rue. La collecte de données a touché un total de 1250 personnes.

Les cibles de cette évaluation sont :

1. Les populations bénéficiaires : Hommes et les femmes qui ont participé aux actions du projet dans leurs localités
2. Les jeunes leaders qui sont les partenaires de mise en œuvre du projet ;
3. Les autorités locales : Préfets ou maires et DPJ : qui ont été associées à la mise en œuvre du projet en tant que personnes ressources ;
4. Les leaders religieux (Prêtres et imams) pour leurs notoriétés dans les localités et ;
5. Les staffs de SFCG impliqués directement dans la mise en œuvre du projet.

Les localités cibles de cette évaluation sont : les préfectures de Beyla, Guéckédou, Lola, Macenta Nzérékoré et Yomou.

Les résultats clés de l'évaluation

→ De la pertinence du projet

Le projet de SFCG était en adéquation avec le contexte conflictuel de la région de Nzérékoré. Les populations ont jugé « utiles ou Très utiles » les activités du projet. Et lorsque l'on demande en quoi les activités sont-elles utiles ou très utiles ? Deux éléments sont évoqués pour justifier l'utilité des activités du projet : 1) La nécessité de trouver des solutions durables aux problèmes conflictuels qui existent entre les communautés, et 2) La culture du dialogue dans les pratiques quotidiennes des populations pour gérer les conflits. Ces deux éléments d'après les populations, ont permis aux populations de s'approprier chacune des activités auxquelles, elles ont participé en tant qu'acteurs de mise en œuvre et/ou en tant que bénéficiaires directes des actions du projet

→ De l'Efficacité du projet

Dans le cadre de la réalisation de ce projet, nous pouvons conclure que SFCG a été efficace dans la réalisation des activités de ce projet, car toutes les activités prévues ont été réalisées. Pour certaines activités, SFCG a même dépassé le nombre défini dans la note conceptuelle et consigné dans le cadre logique du projet. L'approche adoptée pour la coordination du projet a permis d'atteindre les cibles du

projet, d'augmenter le niveau de connaissances des personnes formées et de toucher les localités ciblées par le projet. En outre, cette approche a permis aux acteurs du projet de s'approprier du projet et de s'impliquer activement à son implémentation dans les communautés. Les populations dans les communautés apprécient fortement l'approche de SFCG de miser sur les personnes issues de leurs communautés pour faire un tel travail. Ce qui a valu à ce projet, un engouement populaire sanctionné par la mobilisation des populations dans les communautés à participer aux différentes activités réalisées dans le cadre de ce projet. La mobilisation de tous les acteurs et des populations à la base, a permis la réussite de la réalisation de toutes les activités du projet.

→ *Des Effets de l'action de SFCG à travers ce projet*

La première chose qu'on a comme effet de ce projet est que les connaissances transférées aux acteurs du projet par le biais des formations sont pérennes ; nous avons rencontré dans les communautés des acteurs du projet qui parviennent à nous citer les différentes étapes de la transformation de conflit et de l'importance du dialogue dans la gestion des conflits. Nous avons constaté dans les communautés, que de plus en plus, les populations s'approprient de ces notions de transformations de conflits et de dialogue. Ces connaissances ajoutées à celles apprises par les populations à travers l'écoute des programmes médias de SFCG sur le dialogue et les activités de sessions de dialogue dans les communautés, tendent à transformer les comportements et attitudes des populations vis-à-vis des conflits et de leurs voisinages. S'il est trop tôt de parler de changement de comportements et d'attitudes, nous sommes à même de dire que des attitudes nouvelles allant dans le sens de ce changement véritable sont perceptibles au sein des populations.

La deuxième chose qui retient l'attention lorsque l'on parle avec les acteurs du projet, c'est la volonté de continuer les actions de sessions de dialogue et de réunions avec les leaders communautaires. Même si tous ne s'affichent pas cette volonté, nous avons rencontré une majorité de ces acteurs qui se sentent investis d'une mission et donc veulent l'accomplir. Cette volonté est le signe d'une véritable prise de conscience collective à s'impliquer dans la gestion et la transformation des conflits au sein des communautés, de la part des acteurs sociaux locaux. Ce qui en soi, est une bonne chose pour les communautés. Car si les acteurs du projet issus de ces communautés s'engagent à poursuivre les actions du projet, nul doute que les conflits seront gérés de façon concertée et que les violences dans les communautés diminueront progressivement. Et c'est dans ce sens qu'ils ont émis le souhait d'institutionnaliser les comités de paix, afin d'en faire une structure forte, et inclusive qui va poursuivre les objectifs du projet dans les communautés.

En plus du fait que les acquis des formations en train d'être véhiculés dans les communautés et que les acteurs du projet se sont engagés et sont motivés à poursuivre les actions du projet, il faut dire aussi les leaders communautaires et religieux prennent davantage de plaisir à se retrouver et discuter des problèmes qui se posent dans leurs communautés. Cette pratique se perpétue dans les comportements et attitudes de ces personnes très influentes dans les communautés. Cela emmène les populations à s'accepter davantage dans les communautés et donc de réduire les risques de tensions entre elles.

Tout ceci concoure à dire que pour l'instant (juste un mois après la mise en œuvre du projet), il serait très présomptueux de dire que le projet a eu des impacts significatifs sur le terrain. Toutefois, il convient de dire qu'avec les constats faits sur le terrain et les effets produits par la mise en œuvre du projet, nous sommes convaincus que ce projet va durablement impacter les comportements et attitudes des populations de ces localités vis-à-vis des conflits.

Recommandations

Les recommandations que nous formulons à la suite de cette évaluation s'adressent en tout premier lieu à SFCG qui est le commanditaire de cette évaluation. Elles s'adressent par la suite aux partenaires de mises en œuvre du projet et enfin, au bailleur du projet qui Unicef et aux partenaires de SFCG dans la mise en œuvre du projet.

A SFCG,

La mise en œuvre de ce projet a permis de situer la population et en particulier les acteurs locaux au cœur des actions de promotion du dialogue intercommunautaire pour une gestion efficace des conflits. Eu égard à ce que cette évaluation nous apprend, il convient de dire que SFCG doit :

- ✓ Appuyer les acteurs locaux à se fédérer en association afin de continuer l'œuvre du projet et assurer une pérennité aux comportements et attitudes nouveaux déjà perceptibles au sein des communautés ;
- ✓ Faire un plaidoyer auprès des autorités administratives afin de faciliter l'obtention des documents (agrément) locaux permettant aux acteurs locaux de jouir de toute la liberté et de tous les droits concourant à promouvoir le dialogue et la transformation pacifique des conflits dans leurs localités ;
- ✓ Dans l'élaboration de nouveaux projets, intégrer le volet renforcement de capacités des membres des nouvelles structures formées en montage et gestion de projets, afin de permettre à ceux-ci de pouvoir être autonomes. Ce renforcement de capacités doit porter aussi la gestion saine des finances en vue de permettre à ces acteurs de pouvoir mieux justifier les dépenses qu'ils effectuent ;
- ✓ Soutenir à Beyla, les initiatives d'ouverture du centre de paix que les autorités locales ont mise à la disposition du comité de paix. Cet appui peut se faire par un lobbying auprès d'autres organisation œuvrant sur les mêmes thématiques que SFCG dans la région, qui pourraient trouver un intérêt au fait d'avoir une maison dédiée à la paix à Beyla ;
- ✓ Dans les prochaines propositions de projets, où des sous-subsidies devraient être données aux bénéficiaires, s'assurer que ces derniers comprennent le bien fondé d'impliquer SFCG dans les transactions, pour éviter qu'ils pensent que SFCG ne leur fait pas confiance. Cela passe par une bonne communication et si les acteurs locaux ont des capacités renforcées en ce sens, cette situation ne devrait plus se poser ;

Aux acteurs locaux (impliqués dans la mise en œuvre du projet),

La mise en œuvre de ce projet a permis de renforcer les capacités et connaissances en promotion de dialogue et transformation de conflits. Cela a produit des changements de comportements et d'attitudes que les acteurs doivent pouvoir décupler au sein des communautés et ainsi permettre que le projet ait un réel impact sur les populations des communautés. Pour cela, les acteurs locaux doivent :

- ✓ Se mettre en association pour fédérer les efforts de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce projet. Cela permettrait d'avoir une meilleure visibilité dans les communautés et les localités

et aussi de gagner plus de crédibilité auprès des autorités locales et les partenaires au développement évoluant dans les localités. Cela passe par

- La tenue d'une assemblée constituante et la rédaction d'un procès-verbal définissant les contours de la mise en place d'une association et ;
 - De la manifestation de la volonté d'avoir les documents légaux de l'organisation auprès des autorités dans chaque localité ;
- ✓ Pour les comités qui ont des difficultés quant à l'utilisation des sous-subsidations reçues de SFCG dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, redéfinir les stratégies qui permettent de fructifier les sous-subsidations. Cela pourrait se porter sur des activités qui sont faciles à gérer telles que les locations de chaises, de chaîne musicale, etc... Puisque des activités assez prisées dans les communautés et donc très rentables que le commerce de l'huile qui se fait que sur une période spécifique de l'année ;
- ✓ Les leaders communautaires et religieux doivent continuer les réunions de concertations pour prévenir les conflits émergents dans les communautés. Même s'il faut revoir la fréquence à cause de ce que cela implique en termes de coûts, nous pensons que cette activité est très importante pour maintenir le contexte paisible actuel dans les localités et dissuader d'éventuels perturbateurs dans les communautés qui voudraient saper les efforts de consolidation de la paix ;

Au bailleur :

Le changement de comportement est un travail de tous les instants. Il n'est pas évident avec un projet de 18 mois, d'impacter durablement le comportement des personnes dans les communautés. Ce projet a produit des effets qui peuvent être encourageants et qui laissent augurer que les populations vont épouser des comportements et attitudes en faveur du dialogue et de la gestion pacifique des conflits dans la région forestière. C'est pourquoi appelons le bailleur à :

- ✓ Prolonger le projet de façon à soutenir les initiatives locales pour promouvoir le dialogue et la gestion pacifique des conflits. A défaut, partager les résultats de cette évaluation à d'autres bailleurs afin de susciter leurs intérêts à s'investir dans la pérennisation des acquis de ce projet ;

2. Contexte du projet

La région administrative de N’Nzérékoré (communément appelée la région forestière) fait l’objet d’affrontements ethniques violents et récurrents qui menacent la stabilité d’une région qui abrite 25% de la population guinéenne. La violence entre les civils a perturbé les activités socio-économiques, contribué à la polarisation et a alimenté des profonds griefs. La région forestière est une région importante pour le développement de la Guinée, avec des terres agricoles fertiles et un sous-sol riche avec en exergue, l’un des plus riches gisements de minerai de fer au monde. En dépit de ces ressources naturelles, les populations sont très pauvres, vivant pour la majorité, en dessous du seuil de pauvreté. Une pauvreté aussi exacerbée par le chômage grandissant à cause du départ des compagnies minières à partir de 2013.

Cette situation ajoutée à la dynamique de conflits autour des élections nationales et locales, ont causé davantage la polarisation des crises sociales qui ont souvent abouti à des violents affrontements entre les communautés de cette région.

Les communautés Kpèlè et Konianké sont souvent celles qui sont le plus en conflits dans cette région. L’escalade de la violence a atteint son apogée en Juillet 2013, quand un incident mineur à une station-service de Koulé a entraîné des violences qui se sont répandues dans la région, faisant 217 morts, blessant 473 personnes et déplaçant 16,711 personnes dans le pays et 263 personnes portées disparues, ainsi que des dégâts matériels très importants¹.

Dans ce contexte, un grand nombre d’institutions internationales et d’ONG sont présentes à Nzérékoré pour travailler dans le domaine de la consolidation de la paix. Cependant, nos études avaient révélé que les programmes de consolidation de la paix n’ont pas suffisamment répondu aux facteurs de violence ni permis la résolution des conflits non-violents. Les recherches de SFCG avaient révélé que les formations en résolution des conflits pour les populations locales étaient trop élémentaires, ne fournissant pas les compétences suffisantes pour adresser les conflits. Ces formations n’avaient pas ciblé les personnes qui ont le plus d’influence et de capacité pour atténuer et résoudre les conflits. Il était donc nécessaire de : 1) élargir la portée des messages et des programmes de résolution des conflits dans les zones rurales touchées par la violence ; 2) investir dans des formations plus avancées et plus approfondies avec les acteurs qui sont mieux positionnés pour répondre aux conflits.

Dans ce cadre que SFCG à travers le soutien financier du Département d’Etat Américain, a procédé à la mise en œuvre du projet « Promouvoir les relations, Renforcer les liens : Un nouveau Partenariat pour le Dialogue et la Résolution des Conflits en Guinée Forestière ». Ce projet a élargi le champ d’action des mécanismes existants, plutôt que de développer de nouveaux mécanismes, en mettant l’accent sur l’utilisation de ces mécanismes comme catalyseurs pour favoriser un dialogue inclusif entre les acteurs religieux et communautaires de la région forestière.

Description :

Titre du projet : Promouvoir les relations, Renforcer les liens : Un nouveau Partenariat pour le Dialogue et la Résolution des Conflits en Guinée Forestière

¹ http://guineejuristes.com/wp-content/uploads/2016/08/Rapport-denquete-_version-finale_-Affaire-Koule.pdf

Bailleur de fonds du projet : United State Departement trough CSO (Conflict and Stabilization Operations)

Durée du projet : 22 mois (Septembre 2016-Mai 2018)

Zones cibles du projet : Beyla, Gueckédou, Lola, Macenta, N'zérékoré et Yomou

Analyse de conflits : Etude de base réalisée au début du projet

Objectifs du projet

Le projet est structuré en deux composantes dont les objectifs sont :

Composante 1 : GUI027	Composante 2 : GUI028
<p>Objectif 1 : <i>Renforcer les capacités et faciliter la coopération entre les leaders religieux et communautaires au niveau régional</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Résultat attendu 1.1 : Les leaders religieux et communautaires régionaux ont des capacités et une motivation accrues pour participer au processus de dialogue régional</i> - <i>Résultat 1.2 : La confiance et la tolérance sont renforcées parmi les leaders communautaires et religieux régionaux à travers leur engagement dans un dialogue facilité</i> 	<p>Objectif 1 : <i>Améliorer la capacité des membres des comités de paix à poursuivre la consolidation de la paix au niveau communautaire.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Résultat attendu 1.1: Les membres des comités de paix ont des capacités accrues pour poursuivre durablement les efforts de consolidation de la paix au niveau communautaire en Guinée Forestière</i>
<p>Objectif 2 : <i>Améliorer l'accès des acteurs de paix aux ressources de consolidation de la paix, au niveau régional</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Résultat attendu 2.1: Les acteurs de paix au niveau régional ont un accès accru aux ressources de consolidation de la paix afin de soutenir le dialogue amenant la transformation des conflits</i> 	<p>Objectif 2 : <i>Identifier des alternatives à la violence et renforcer l'appropriation communautaire de ces alternatives pour faire face aux tensions émergentes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Résultat attendu 2.1: Des alternatives à la violence sont identifiés et l'appropriation de ces dernières pour faire face aux tensions émergentes renforcé.</i>

Cibles du projet : les cibles du projet sont les populations en général de la région forestière. Particulièrement, le projet a visé les leaders religieux et communautaires, les autorités locales et les jeunes et femmes dans les communautés conflictuelles de la région forestière.

3. Méthodologie



Photo de la séance de formation des enquêteurs sur l'utilisation des tablettes pour la collecte de données à Macenta

Objectifs de l'évaluation

A travers cette évaluation SFCG a souhaité obtenir :

Composante 1 : GUI027	Composante 2 : GUI028
<ul style="list-style-type: none"> ● La pertinence de l'action engagée auprès des bénéficiaires du projet ; ● La mesure de l'efficacité du projet ; ● La des effets avérés du projet ; ● La mesure du niveau d'implication des acteurs aux dialogues, les structures de paix, des autorités locales dans la mise en œuvre des activités du projet ; ● La collecte d'au moins deux histoires de réussite témoignant des effets du projet 	<ul style="list-style-type: none"> ● La pertinence de l'action engagée auprès des bénéficiaires du projet ; ● La mesure de l'efficacité du projet ; ● La mesure des effets avérés du projet ● La mesure du niveau d'implication des comités de paix, des populations et des autorités locales dans la mise en œuvre des activités du projet ● La collecte d'au moins deux histoires de réussite témoignant des effets du projet ● Tirer les leçons de l'expérience écoulee afin de les appliquer à la prochaine synergie

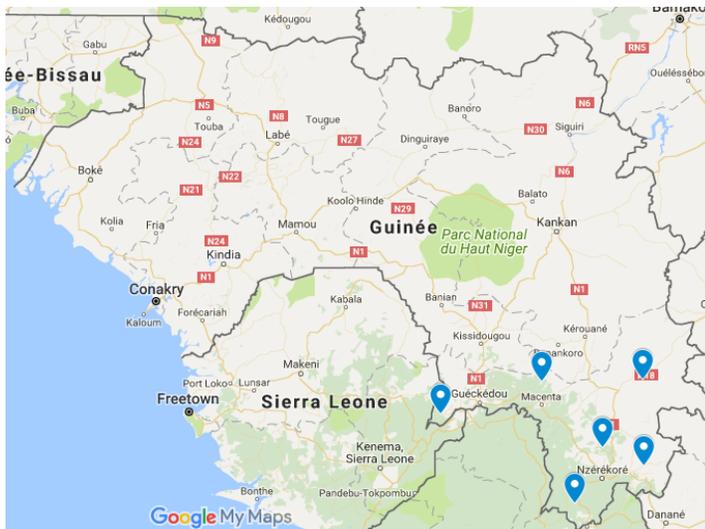
Les zones cibles de l'étude :

Cette étude a été réalisée dans les préfectures de deux régions de la Guinée. Les localités touchées par l'étude sont : Beyla, Guéckédou, Lola, Macenta, N'zérékoré et Yomou.

Ces localités sont celles qui ont bénéficié des activités du projet.

La période de l'Évaluation :

L'évaluation s'est réalisée sur une période allant du 1^{er} Juin au 31 Août 2018 inclusivement (voir détail dans le tableau ci-dessous).



Méthodes de collecte des données

L'évaluation réalisée visait à produire un diagnostic chiffré et analytiques de la mise en œuvre du projet « Promouvoir les relations, Renforcer les liens : Un nouveau Partenariat pour le Dialogue et la Résolution des Conflits en Guinée Forestière ». Pour cette raison, l'utilisation d'une approche mixte (combinant méthodes quantitatives et méthodes qualitatives) a permis de collecter les données pertinentes et appropriées pour l'atteinte des objectifs de l'étude.

Volet qualitatif

Le volet qualitatif de l'étude a permis de recueillir, entre autres, les points de vue et les recommandations des acteurs, des autorités et des bénéficiaires sur les différents thèmes au cours de l'étude. Pour se faire nous avons utilisé les méthodes classiques de collecte de données qualitatives à savoir : la revue documentaire, les interviews individuelles (KII) et, les focus groupes de discussion (FGD).

- ***Revue documentaire***

L'évaluation a démarré avec la revue documentaire. Celle-ci a consisté à collecter et à exploiter toute la documentation disponible sur le projet, à savoir : la note conceptuelle, et les documents qui sont les évidences de la mise en œuvre du projet, dont : 1) les rapports d'activités, les rapports de conflits scan, les rapports trimestriels et le cadre logique mise à jour). Les données recueillies de cette revue documentaire ont été utilisées en complément d'informations dans l'analyse des données et de l'évaluation.

- ***L'entretien individuel (KII)***

Dans chaque localité cible, une (01) autorité locale, un (01) membre des Organisations de la Société Civile, (02) leaders communautaires, un (02) responsables religieux, (02) responsable d'association de femmes et de jeunes ont été interviewés. Au total ce sont 8 personnes qui seront interviewées dans chaque localité, soit 48 personnes pour les 6 localités, dont 12 femmes. A ces personnes, il faut ajouter l'équipe de mise en œuvre du projet à SFCG.

- **Les Focus Groupes de Discussion (FGD)**

Pour les focus group, trois groupes de discussions hétérogènes (un pour les hommes, un pour les femmes, un pour les jeunes) de 8 personnes ont été animés dans chaque localité cible de l'étude, soit un minimum de 24 personnes touchées par zone cible. Les perceptions étant différentes d'une couche à une autre, nous n'avons assemblé toutes les couches sociales dans un même groupe de discussion. Aussi, en se fiant aux réalités dans la quasi-totalité des pays africains, nous avons voulu à travers cette démarche, éviter que certaines couches ne sentent intimidés par la présence d'une autre. Car nous savons que dans nos sociétés, la femme ne prend difficilement la parole devant les hommes. Il en va de même avec les jeunes ou enfants devant les parents ou aîné(e)s.

Au total, cent soixante (160) personnes ont été touchées dans les 6 zones cibles de l'étude, dont 54 femmes/filles.

Volet quantitatif

Quant au volet quantitatif, il a permis de collecter les données nécessaires à l'évaluation quantitative des indicateurs de résultat du projet. Il s'agissait d'une enquête de type sondage auprès des populations dans zones cibles du projet. Dans chaque zone de l'étude, 250 personnes (150 hommes et 100 femmes) ont été touchées par le questionnaire du sondage. Ce qui fait un total de 1500 personnes dans les 6 zones de l'étude.

L'échantillonnage pour cette étude a reposé sur les facteurs suivants : Marge d'erreur, Le niveau de confiance.

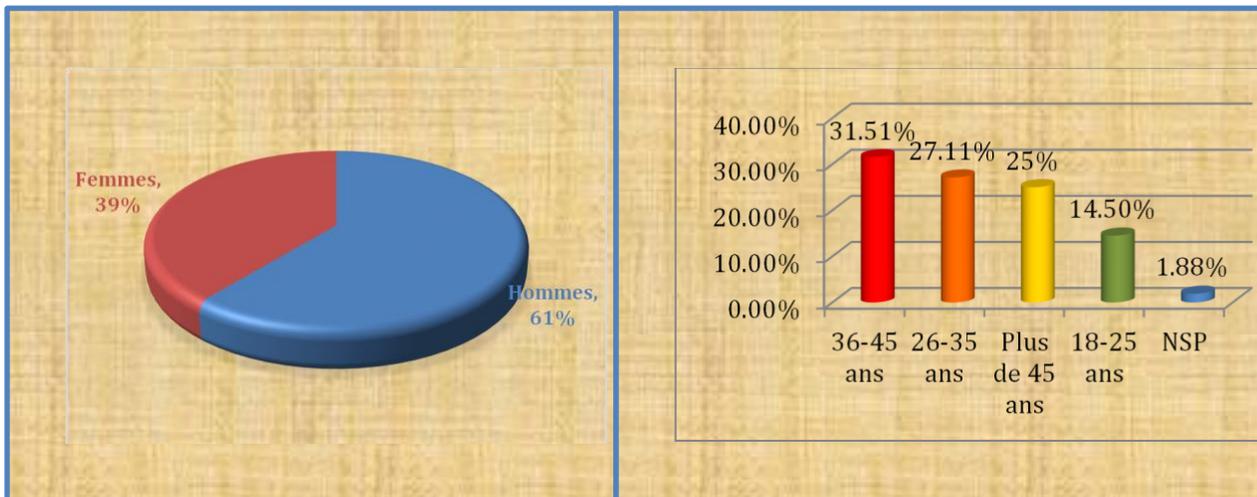
- Notre marge d'erreur est de 5% et ;
- Le niveau estimé est de 95%.

Le sondage a été fait par la méthode des itinéraires, aussi appelée méthode de Politz², dans les ménages et les lieux publics. C'est une méthode d'échantillonnage non-probabiliste qui contraint l'enquêteur à suivre un chemin bien déterminé pour son enquête. Elle est surtout utilisée dans le cadre des enquêtes à domicile, et indique des points d'action précis où l'enquêteur devra effectuer son étude. L'avantage de cette méthode est sa bonne dispersion géographique qui aura pour effet d'améliorer la précision de son échantillon.

Au total, cette étude de base a touché un total de 1.708 personnes (1.042 hommes et 666 femmes) dans les 6 localités ciblées par l'évaluation finale. Dans les figures ci-dessous, se trouve la désagrégation des personnes enquêtés (touchées par l'enquête quantitative).

² <http://www.soft-concept.com/surveymagazine/lexique-etudes-marketing-methode-politz/>

Figure 1 et 2 : désagrégation des personnes enquêtés selon le genre et la tranche d'âge (N=1500):



Pour l'ensemble des personnes touchées par cette évaluation, nous avons touchées 1042 hommes (jeunes et adultes) pour 666 femmes (jeunes et adultes), ce qui donne un certain équilibre genre dans la répartition des cibles de l'évaluation. Ainsi dans chaque localité, pour près de 2 hommes enquêtés, il y a eu une femme enquêtée. Ceci s'explique par la difficulté de toucher les femmes dans les localités. Cette difficulté est en partie due au fait que les périodes d'enquête (8h à 16h) sont le plus souvent des moments où les femmes, si elles ne sont pas occupées par les tâches ménagères, sont occupées par les travaux champêtres.

L'autre explication est le fait que les femmes, même si elles sont disponibles, ne sont pas souvent enclines à se prêter à des enquêtes, pour la simple raison qu'elles considèrent que ce sont les hommes les plus mêmes à avoir des réponses aux questions liées à la vie de leurs communautés.

Sur la répartition par tranche d'âge, les personnes situées entre 36 et 45 (31,51%) ans sont celles qui ont le plus été touchées par cette évaluation. Elles sont suivies par celles se situant entre 26 et 35 ans (27,11%). Ce qui permet de dire que l'enquête a touchée des personnes adultes. A noter que ¼ des enquêtés est au-dessus de 46 ans, que 14,5% ont entre 18 et 25 ans.

Outils de Collecte :

La collecte de données sur le terrain a été faite sur la base de l'administration des outils de collecte conçus à cet effet. : Chaque outil correspondant à une chacune des méthodologies utilisées.

Ainsi les outils utilisés sont : le guide d'entretien individuelle pour les entretus avec les informateurs clés, le guide d'animation pour les groupes de discussion ou focus groupes. Et le questionnaire pour le sondage de terrain. Ces outils ont été conçus et soumis à ILT pour consolidation et validation. Les outils sont disponibles en appendices.

Pour les guides d'entretiens, nous avons fait en sorte que chaque outil corresponde à la personne cible. Ainsi pour les interviews individuelles, nous avons conçu les différents guides :

- ⇒ Un guide d'entretien pour les autorités locales,

- ⇒ Un guide d'entretien pour les leaders communautaires,
- ⇒ Un guide pour les leaders religieux
- ⇒ Un guide d'entretien pour les leaders d'associations de jeunes et de femmes,
- ⇒ Un guide d'entretien pour les organisations de la société civile,

Pour les groupes de discussion (FGD), malgré le fait que les cibles soient différentes, un seul guide d'animation a été conçu. Les questions de ce guide ont été adaptées en fonction des cibles de l'étude, pour permettre une collecte approfondie auprès de toutes les couches de la population dans les communautés cibles de l'étude.

Pour le sondage, un questionnaire d'enquête (en annexe) a été élaboré et configuré sur l'application Kobo-Collect pour minimiser les risques de biais souvent liés à la collecte de données. Cette application a permis d'avoir une géolocalisation des enquêteurs sur le terrain et donc de s'assurer de l'effectivité de la collecte de données sur le terrain et avoir de façon instantanée, les données collectées.

Traitement et analyse des données :

L'analyse des données s'est faite à deux niveaux : L'analyse des données quantitatives et l'analyse des données qualitatives.

Pour le volet quantitatif, les données ayant été collectées sur des smartphones à travers l'application **KOBOcollect**, nous avons ensuite nettoyé ces données et procédé à l'épurement. Cette étape a permis de corriger les anomalies mineures dues au remplissage des fiches sur les smartphones. L'analyse des données quantitatives s'est faite sur Excel. Ainsi, nous avons procédé à l'élaboration des graphiques. La triangulation des données a permis de tirer les conclusions en fonction des critères d'évaluation détaillés plus haut dans la méthodologie.

Pour le volet qualitatif, l'analyse a commencé par la transcription de fiches individuelles d'interviews et des guides des groupes de discussion. Cette transcription s'est faite sur un fichier Word. L'ensemble des données collectées ont été organisées par thématiques. Ensuite, il a été question de rédiger deux types de synthèses : une synthèse verticale et une synthèse horizontale. L'analyse horizontale avait pour but de comprendre les réponses de chaque individu ou groupe pour un thème donné. L'analyse verticale a permis de savoir ce qui a été répondu par un individu ou groupe pour l'ensemble des thèmes donnés. Enfin, la synthèse de l'analyse de contenu a repris les principaux résultats de l'étude. Les propos des interviewés et les citations sont rigoureusement analysés et synthétisés dans ce rapport.

Équipe d'Évaluation

Cette évaluation a été conduite par le département de Suivi-Évaluation de SFCG-Guinée. Le Coordonnateur du département, le responsable de la base de données, et l'assistant DME ont été directement impliqués dans la planification et la conduite de cette étude. A ces trois, se sont ajoutées les personnes ressources dans les localités. En outre, un personnel d'appui a été mis en contribution. Celui-ci regroupe les agents recrutés pour l'exécution de tâches ponctuelles : collecte des données (enquêteurs, superviseurs et facilitateurs des interviews individuelles, animateurs des groupes de discussion et des rapports), saisie des données (agents de saisie).

Difficultés et limites de l'évaluation

Difficultés rencontrées :

⇒ L'écart entre le nombre de femmes et d'hommes touchés dans cette évaluation

La méthodologie de cette évaluation prévoyait un équilibre du genre dans la collecte de données sur le terrain. Cependant, en dépit de tous les efforts, nous n'avons pas pu atteindre cet équilibre à cause des raisons expliquées plus haut. Ce manque ne facilite pas l'extrapolation des analyses et tendances à toutes les couches de notre échantillon.

⇒ La confusion autour de l'appellation des acteurs de la mise en œuvre du projet

Il a été constaté au niveau des acteurs de mise en œuvre du projet, que la différence entre « Acteurs au dialogue » et « les membres des comités de paix », n'était bien établie de sorte que parfois dans les groupes de discussions, il était difficile de savoir qui était acteur au dialogue et qui était membre des comités de paix. A plusieurs reprises et dans toutes les localités, cette confusion a été constatée.

Au-delà de ces difficultés, aucune autre n'est intervenue pendant la phase de collecte qui puisse affecter l'interprétation des données collectées. Des dispositions nécessaires à une bonne collecte de données ont été prise pour minimiser le risque de biais tout au long de la réalisation de cette évaluation. Les personnes qui ont été associées à cette évaluation, ont suffisamment été préparées pour faire un travail de qualité. L'agenda de cette évaluation a été conçu de façon à avoir un temps conséquent pour chacune des étapes de cette évaluation.

Limites de l'évaluation :

Les deux difficultés susmentionnées peuvent avoir une incidence sur l'analyse des données collectées et sur leur interprétation. Mais nous pensons avoir limité les risques de biais de façon à produire un rapport de qualité tant sur la forme que dans le fond.

4. Résultats de l'évaluation



Photo d'accolades entre le président sortant et le président entrant du district de Gono (N'zérékoré) marquant la fin des tensions entre les deux camps

SFCG a initié cette évaluation pour s'enquérir de la plus-value de ces actions dans le cadre de la mise en œuvre du projet : « Promouvoir les relations, Renforcer les liens : Un nouveau Partenariat pour le Dialogue et la Résolution des Conflits en Guinée Forestière ». Le chapitre "**Résultats**" est donc structuré en fonction des critères d'évaluation établis au préalable et susmentionnés dans la méthodologie de cette évaluation. Dans ce chapitre et par section, nous avons fait une analyse détaillée des données recueillies auprès des bénéficiaires du projet et de celles obtenues au travers de la revue documentaire. Nous avons aussi associé à ces données, l'observation faite sur le terrain pour faire une triangulation qui permette, cette analyse détaillée.

4.1. De la pertinence du projet :

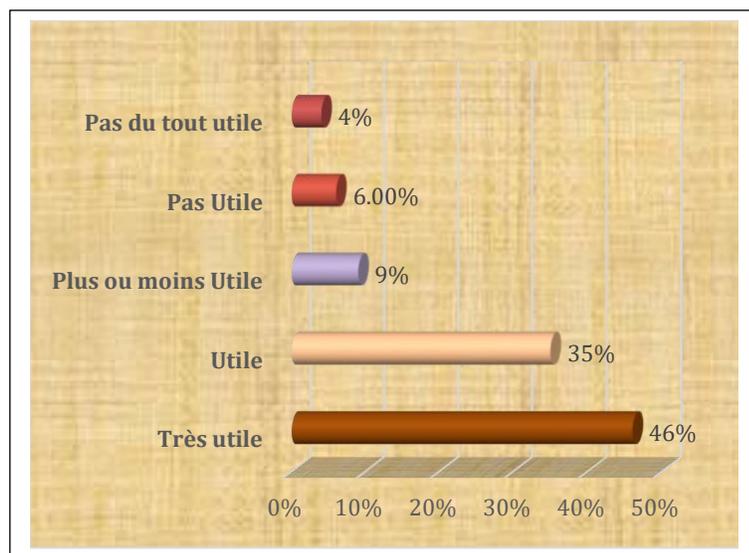
La région forestière a souvent été citée comme une région de violence en Guinée ces dernières années. Des événements de *Zogota*³, au massacre de *Womey*⁴ en passant par les événements de Koulé, la plupart des violences enregistrées dans la région ont eu des bilans humains lourds et des conséquences énormes sur la cohabitation pacifique entre les communautés dans cette région. En dehors de ces événements tragiques qui ont tristement donné une renommée à la région forestière, plusieurs cas de conflits violents entre les communautés dans les 6 préfectures de la région ont toujours agité le quotidien des populations dans les communautés. L'absence d'un dialogue inclusif et sincère entre tous les acteurs pour chercher ensemble les

³ <http://www.rfi.fr/afrique/20120808-guinee-zagota-enquete-violences-nzerekore-ufc-cadre-conakry->

⁴ <http://observers.france24.com/fr/20140919-tuerie-wome-equipe-anti-ebola-guinee-rescapee-temoignage-nzerekore>

solutions aux conflits constitue un des principaux fléaux qui affectent la stabilité dans les communautés. Ce projet a été initié pour apporter une réponse concertée à ce manque de dialogue dans les communautés entre les différents acteurs. Les avis des acteurs locaux et des populations sur la pertinence des activités du projet permettent d'avoir une idée sur la nécessité de mettre en œuvre ce projet.

Figure 3 : désagrégation des personnes enquêtés selon le genre et la tranche d'âge (N=1500):



Ainsi la question, quelle est votre perception sur le projet, 81% des répondants jugent « utiles ou Très utiles » les activités du projet. Et lorsque l'on demande en quoi les activités sont-elles utiles ou très utiles ? Deux éléments sont évoqués pour justifier l'utilité des activités du projet :

⇒ La nécessité de trouver des solutions durables aux problèmes conflictuels qui existent entre les communautés, et

⇒ La culture du dialogue dans les pratiques quotidiennes des populations

pour gérer les conflits.

Ces deux éléments d'après les populations, ont permis aux populations de s'approprier chacune des activités auxquelles, elles ont participé en tant qu'acteurs de mise en œuvre et/ou en tant que bénéficiaires directes des actions du projet. Comme le témoignent les récits ci-dessous :

Une chef religieux à Beyla :

« Ce projet était pertinent car, il a permis de trouver des solutions à nos problèmes. Nous savons comment gérer nos conflits maintenant et ça c'est très important. Cela a fait que les populations ont accueilli les activités du projet avec ferveur».

Une jeune femme leader de Yomou :

« Les gens n'avaient pas la culture du dialogue et cela a toujours aggravé les tensions entre les communautés et le fait de responsabiliser les gens dans les communautés pour gérer les situations de conflits a été très apprécié dans les communautés de savoir que ce sont les fils et filles des localités qui initient les actions en faveur de la paix et de la cohésion sociale».

Ces types de témoignages sont enregistrés dans toutes les préfectures bénéficiaires des actions du projet. Preuve que le projet était en adéquation avec les besoins des communautés, au vu du contexte conflictuel de la région forestière.

4.2. De l'efficacité du projet :

Dans cette section nous apportons les réponses à toutes les questions évaluatives qui ont été définies dans les termes de référence de l'évaluation. Pour commencer, nous avons cherché à travers la revue des documents du projet, de savoir si les activités ont été réalisées dans leur totalité. Nous avons ensuite cherché à mesurer l'efficacité de l'approche adoptée par SFCG pour mettre en œuvre ce projet en fonction des engagements prises dans la note conceptuelle du projet.

4.2.1. Efficacité de SFCG dans la réalisation des activités du projet :

Pour la réalisation effective de toutes les activités du projet, la lecture des rapports d'activité et du cadre logique nous a permis d'élaborer un tableau récapitulatif des activités prévues et celles réalisées pour chaque composante du projet. Et à partir de la revue documentaire, nous pouvons dire que SFCG a été efficace dans la mise en œuvre des activités du projet.

En effet, le taux de réalisation des activités est de 100% pour la plupart des activités planifiées, seules quelques activités n'ont pas atteint un pourcentage aussi élevé dans leur réalisation. Ainsi la lecture des tableaux ci-dessous nous renseigne sur le niveau de réalisation de toutes les activités du projet.

Tableau 2 : Récapitulatif des activités du projet Composantes : GUI027

N°	Activités	Indicateurs	Nombre prévu	Nombre réalisé	Pourcentage de mise en œuvre suivant la planification
1	Activity 1.1.1 Outreach to gain buy-in for a dialogue process	Indicator 1.1.1.A # of consultation sessions held with stakeholders	6	6	100%
		Indicator 1.1.1.B : # of stakeholders who agree to participate in a facilitated dialogue process	180	180	100%
2	Activity 1.1.2 Facilitator selection and training	Indicator 1.1.2.A # of dialogue facilitators participating in training	24	24	100%
		Indicator 1.1.2.B % of facilitators who demonstrate an increased knowledge in facilitating dialogues, by obtaining 75% or more during the post test	75%	75%	100%
		Indicator 1.1.2.C % of facilitators who state they feel more confident to facilitate a dialogue on sensitive issues, at the end of a facilitated dialogue	75%	75%	100%
3	Activity 1.1.3 Pre-dialogue training in conflict transformation	Indicator 1.1.3.A # of stakeholders participating in conflict transformation training	114	114	100%
		Indicator 1.1.3.B % of participants demonstrating an increased understanding of conflict and nonviolent conflict resolution methods	75%	75%	100%

4	Activity 1.2.1 Facilitated dialogue sessions between key prefecture leaders	Indicator 1.2.1.A # of stakeholders participating in facilitated dialogue process	180	180	101,66%
---	--	---	-----	-----	---------

Tableau 3 : Récapitulatif des activités du projet Composantes : GUI028

N°	Activités	Indicateurs	Nombre prévu	Nombre réalisé	Pourcentage de mise en œuvre suivant la planification
1	Activity 1.1.1 Advanced Conflict Transformation Training with Peace Committees	Indicator 1.1.1.A: # of participants trained in conflict transformation	6	6	100%
		Indicator 1.1.1.B: % of increased knowledge of the members of peace committees trained	180	180	100%
2	Activity 1.1.2: Small grants for Peace Committees institutionalization	Indicator 1.1.2.A # of peace committees institutionalized through SFCG grants	24	24	100%
		Indicator 1.1.2.B # of peacebuilding activities carried out through the funds provided by SFCG	24	26	108,33%
3	Activity 1.1.3: Participatory conflict scans conducted with Peace Committee members	Indicator 1.1.3.A # of conflict scans produced	9	9	100%
		Indicator 1.1.3.B # of Peace committee members who state they have learned from the conflict scans approach and could consider utilizing it after the project	N/A	18 (3 per each prefecture)	N/A
4	Activity 2.1.1 Support to Peace Committees led initiatives for problem solving	Indicator 2.1.1.A # of events organized by the Peace committees and supported by SFCG	8	8	100%
		Indicator 2.1.1.B # of peace committees who state SFCG support was useful or very useful over the project, citing at least one concrete example	5	6	120
5	Activity 1.2.2 Regional convening of dialogue actors	1.2.2.A # of dialogue participants present	N/A	48	A/N
		1.2.2.B % of participants who say that they learned ways to manage conflicts in their localities from hearing about dialogue processes in other prefectures	N/A	98%	A/N

6	Activity 3: Mixed Format Radio Programming for Peacebuilding	Indicator 3.A :# of radio broadcasts produced	28	52	185,7%
		Indicator 3.B :# of positive feedback messages received from listeners	80	200	250%
		Indicator 3.C Number of media stories disseminated with USG support to facilitate the advancement of reconciliation or peace processes (PS1.6.1-14)	24	52	216,66%

Cette efficacité dans la réalisation n'est pas sans connaître des contraintes qui ont parfois menacé la réussite des activités sur le terrain. Nous évoquerons plus en détails cet aspect plus bas dans la section Faiblesses du projet. Il est important de se focaliser sur les facteurs qui ont contribué à ce que SFCG soit efficace dans la mise en œuvre des activités du projet. Ainsi, plusieurs facteurs ont été cités comme ayant été des vecteurs de la réussite dans la mise en œuvre du projet. Il s'agit entre autres de :

4.2.2. Efficacité de l'approche de mise en œuvre du projet :

a- La valorisation des mécanismes locaux existants et la responsabilisation de tous les acteurs des conflits :

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, SFCG dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, a misé sur une approche inclusive axé sur la valorisation des acquis des précédents projets dans la région. Ainsi, au lieu de créer des mécanismes nouveaux de préventions et gestions des conflits, elle a misé sur les mécanismes déjà existants. Partant de là, les acteurs n'étaient pas novices dans les approches de SFCG dans le domaine de la promotion du dialogue sociale comme outil de prévention et de gestion des conflits locaux.

En outre, le fait d'impliquer les leaders religieux et les leaders communautaires dans la promotion du dialogue entre les communautés de la région forestière a servi de levier pour ces personnes pour s'engager de façon concertée dans la gestion des conflits entre les différentes communautés. Autrement, si ces personnes étaient par le passé, impliquées dans la gestion des conflits, cela se faisait uniquement au sein de leurs communautés respectives. Il n'y avait pas de concertation entre les leaders des différentes communautés pour, ensemble trouver la solution aux conflits qui les divisaient. C'est en substance ce que nous expliquent les populations.

Un leader Konian à Macenta :

« Avant lorsqu'il y avait un problème entre nous et les Tomas, nous tenions une réunion entre Konians pour passer des messages de paix, nous ne concertions pas nos frères Tomas. Mais de nos jours, cette réunion est élargie à toutes les communautés. Les leaders de toutes les communautés se retrouvent pour ensemble, réfléchir à la stratégie à adopter pour calmer les tensions ».

Ce témoignage est soutenu par les personnes rencontrées dans les groupes de discussions qui attestent que la concertation n'existait avant entre les leaders des différentes communautés à Macenta. Unanimement, ces personnes estiment que la concertation a commencé, il y a environ 7 à 10 mois. Période qui coïncide à la mise en œuvre des activités du projet.

Ainsi donc, l'approche de SFCG a porté ses fruits puisqu'elle a permis aux acteurs dans les communautés d'opter pour une approche collaborative dans la recherche des solutions aux différents conflits qui les opposent. Elle a par ailleurs permis de consolider les acquis des projets précédents et d'y apporter des touches correctives qui ont permis d'aboutir à des résultats concluants dans le cadre de la mobilisation des acteurs pour la consolidation de la paix dans cette région souvent éprise de conflits communautaires aux conséquences souvent dramatiques.

Un jeune leader à N'zérékoré :

« Ce projet a permis de consolider les acquis des projets de promotion de la paix en région forestière et particulièrement à N'zérékoré. J'ai l'impression que ce projet est un complément du projet sur les alertes précoces qui est déjà mis en oeuvre dans cette préfecture et qui concourent au même objectif: celui de la promotion de la paix! ».

b- Le niveau d'augmentation de connaissances des personnes formées :

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, SFCG a organisé des ateliers divers de formations dont :

- ⇒ GUI027 : La formation sur la facilitation du dialogue et la formation à la transformation des conflits
- ⇒ GUI028 : La formation à la transformation avancée des conflits selon l'approche Common Ground

Toutes ces formations s'inscrivaient dans l'objectif de renforcer les connaissances sur différentes thématiques permettant de mieux cerner le travail qui les attendait dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet. Et au vu des résultats obtenus des Pré et Post tests⁵ et d'informations fournies par certains des bénéficiaires rencontrés dans les groupes de discussions ou entretien, il convient de dire que SFCG a été efficace dans son approche de renforcer les connaissances des personnes ayant participé aux différentes formations initiées dans le cadre de ce projet.

c- Le niveau d'efficacité de la mise en œuvre du projet dans les préfectures :

Initialement, le projet est conçu pour couvrir 5 des 6 préfectures (Beyla, Guéckédou, Lola, Macenta, N'zérékoré) de la région forestière. Au cours de l'étude de base menée au tout début du projet, les préfectures de Beyla, Guéckédou et Lola ont été désignées comme des points chauds, où les tensions étaient "vives". Ainsi donc, même si les activités du projet ont été réalisées dans tous les préfectures de la région forestière, il était important de garder à l'esprit les 3 préfectures mentionnées dans l'étude de base comme "points chauds". La mise en œuvre du projet a répondu à cette indication et les activités ont davantage été intensifiées dans les 3 préfectures.

5. Des effets avérés du projet :

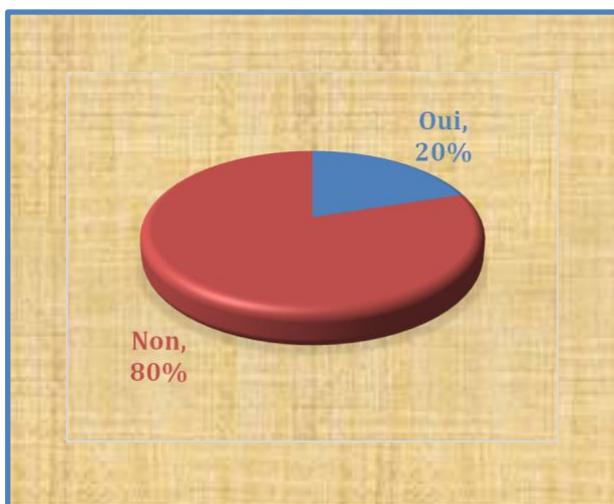
5.1. De la pérennisation des connaissances des acteurs au dialogue et des membres des comités de paix :

Les activités de formation ou de renforcement de capacités des acteurs au dialogue et des membres des comités de paix devaient permettre à ceux-ci de mieux cerner la transformation des conflits, sur les

⁵ Voir ci-haut, les tableaux récapitulatifs des activités du projet

techniques de transformation de conflits. Les résultats de pré et post test ont permis d'avoir une indication d'augmentation ou d'amélioration de connaissances après les séances de formation, chez les acteurs au dialogue, les facilitateurs du dialogue et leaders communautaires. L'évaluation a permis de savoir si les connaissances acquises pendant les formations ont été pérennisées et comment celles-ci sont traduites dans les pratiques quotidiennes de chacun de ces acteurs.

Figure 4 : Proportion des acteurs locaux qui parviennent à définir la transformation des conflits (N=60)



Ainsi pour ce qui est de la pérennisation des connaissances sur la transformation des conflits et les techniques de transformations des conflits, il faut dire que les acteurs au dialogue, les facilitateurs au dialogue ont très bonne connaissance de ces thématiques. En effet, il a été constaté dans les communautés que tous les acteurs rencontrés parvenaient à définir les thématiques avec aisance. De plus, les connaissances acquises par les acteurs cités plus haut, ont eu un effet démultiplicateur au sein des populations dans certaines préfectures. Bien que le pourcentage ne soit pas très élevé, 20% des répondants à l'enquête sont parvenus à définir l'approche de la transformation des conflits.

Ce qui est une valeur ajoutée sur l'acquisition de connaissances sur la transformation des conflits par les acteurs locaux. Autrement, en organisant les différentes formations à l'endroit des acteurs au dialogue, facilitateurs et aux leaders communautaires ont permis par ricochet de renforcer les connaissances des populations sur la transformation des conflits. Cela est un motif de satisfaction de la mise en œuvre des activités du projet dans les communautés pour SFCG, puisque cela permet plusieurs personnes ressources dans les communautés, qui peuvent dorénavant expliquer les techniques de transformation de conflits à leurs entourages.

Une mère de famille à Guéckédou :

« Je pense qu'il important d'avoir des gens dans les communautés qui ont des connaissances sur les techniques de transformation de conflits. Ce sont des personnes ressources qui peuvent servir de relais pour dire aux populations comment on transforme le conflit en une opportunité »

Pour ce qui est de l'application des connaissances acquises au quotidien de chaque acteur, plusieurs de ces acteurs rencontrés dans les communautés estiment privilégier aujourd'hui la coopération ou la collaboration comme attitude face aux conflits auxquels ils sont confrontés. Ce qui, selon toujours ces acteurs n'étaient pas une pratique régulière il y a 18 mois. S'il est donc plausible de dire que les connaissances acquises des formations organisées dans le cadre de ce projet, ont eu des effets sur les aptitudes des populations, il convient de dire aussi que dans les communautés, certaines personnes avaient déjà ces aptitudes.

Un leader communautaire à Macenta :

« Je ne dirais pas que les gens ne privilégiaient pas la collaboration pour gérer les conflits dans nos communautés. Ce que je peux dire, c'est qu'à partir de ce projet, cette pratique a été renforcée ».

Ainsi, les connaissances acquises des formations au compte de ce projet ont renforcé l'utilisation des approches collaboratives dans la gestion des conflits dans les communautés.

Les leaders religieux et communautaires et les membres des comités de paix, pour leur majorité dans les communautés, semblent avoir les capacités nécessaires pour continuer le processus de dialogue au niveau de la région et poursuivre les efforts de consolidation de la paix au niveau communautaires dans la région forestière. D'ailleurs, ils sont nombreux dans les communautés à dire qu'ils peuvent poursuivre les actions du projet dans leurs localités, une fois que le projet est fini.

Une chef religieux à Lola :

« Je suis sûr que les gens ont les capacités nécessaires pour continuer les actions du projet. Nous avons l'expérience ».

Une femme leader N'zérékoré :

« Je pense que nous avons les aptitudes et les connaissances pour continuer les actions. En tout cas nous les femmes de N'zérékoré, nous avons déjà fait des réunions pour évoquer cela et nous avons dit que ne ce serait pas bien pour notre localité ».

Ceci augure que les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce projet se sont appropriés des activités et que la pratique du dialogue comme moyen de gestion des conflits, sera effectif dans les aptitudes d'une multitude dans les communautés. Ces personnes évoquent l'apport des sous-subsidations dans une telle démarche. Elles estiment que ces sous-subsidations accordées aux membres des comités de paix, doivent servir à faire face aux besoins que peuvent nécessiter les actions de consolidation de la paix et de promotion du dialogue dans les communautés. Ces sous-subsidations doivent donc être fructifiées en vue d'assurer des revenus pouvant permettre de couvrir les besoins des membres des comités de paix. Pour cela, chaque comité de paix a identifié une activité dans laquelle cette sous-subsidation a été utilisée.

De ce qui ressort des entretiens et des rencontres en groupe de discussion, les membres de certains comités de paix émettent des réserves quant au fait que l'activité identifiée soit à même de générer des revenus suffisamment importants pour couvrir leurs besoins pour faire face aux situations de tensions qui nécessitent leurs implications. C'est le cas des comités de paix de N'zérékoré, dont les membres n'ont pas le même niveau d'informations sur comment l'activité de vente d'huile a été choisie au détriment d'autres activités.

Mais d'autres sont plus sceptiques et disent s'il n'y a pas d'accompagnement financier, il ne sera pas évident de continuer les actions de promotion du dialogue et de la consolidation de la paix. Ces personnes évoquent un préalable à cela : un accompagnement financier. En effet, les discours de ces acteurs dans les entretiens et les groupes de discussion laissent comprendre que s'ils ne semblent pas être capables de poursuivre

les actions de promotion du dialogue et de consolidation de la paix sans un accompagnement financier. Cela est soutenu par les propos recueillis auprès dans les communautés :

Un jeune à N'zérékoré :

« Sincèrement, je ne pense pas que l'activité choisie soit la bonne. Pour avoir des bénéfices sur l'huile, il faut la vendre à des périodes où le prix est cher au marché. Cela veut dire qu'il faut attendre entre le mois de Mai et Juin pour vendre l'huile. Hors, les tensions n'attendent une période spécifique pour se déclencher. Si nous avons des tensions de Août à Avril, on ne peut pas intervenir parce que nous n'avons pas les moyens. Je pense qu'une autre activité aurait été plus bénéfique».

Une femme leader à Beyla :

« C'est vrai que la sous-subsvention nous a permis de mettre en place une activité pour faire face aux problèmes de moyens pour gérer les tensions. Mais je ne pense pas que ce soit suffisant. Voilà pourquoi je dis que nous avons encore besoin de la présence de SFCG à nos côtés... Nous ne pouvons évoluer seuls pour l'instant».

Un leader communautaire à Lola :

« Moi je pense qu'il est encore trop tôt de dire que nous pouvons évoluer seuls. Nous n'avons pas suffisamment de ressources financières pour nous prendre en charge. Donc je souhaite que Search reste avec nous ».

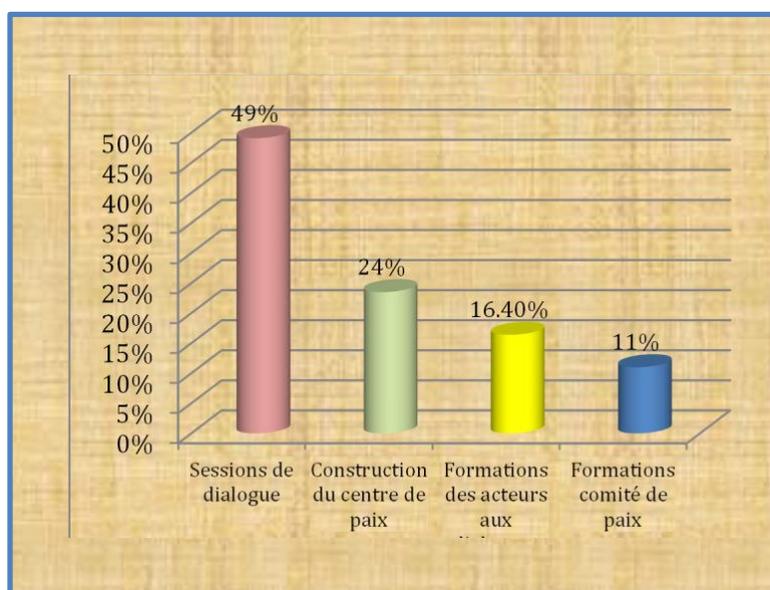
Ces propos montrent bien qu'il y a des personnes qui ne se sont pas appropriées de l'utilité des sous-subsventions et de toutes les activités du projet. Pour ces personnes SFCG doit continuer à les soutenir. Ce qui n'est pas de nature à favoriser le transfert de compétences et l'émergence d'acteurs locaux capables d'influer positivement les situations conflictuelles dans leurs communautés. Bien que le choix fait par certains comités de paix ne soient pas des plus judicieux (en référence au choix du commerce d'huile par le comité de paix de N'zérékoré), et au regard des besoins souvent générés par la gestion des tensions locales, les sous-subsventions accordées aux comités de paix peuvent en soi, permettre à chaque comité d'envoyer quelques membres dans une localité pour intervenir dans la gestion d'une situation conflictuelle. En outre, les connaissances acquises au travers des activités de ce projet, peuvent être monnayées avec d'autres organisations œuvrant aussi dans le domaine de la préservation de la paix. Ainsi, il y a une forte chance que les acquis du projet en termes de connaissances servent à promouvoir le dialogue et la transformation des conflits dans les communautés de la Guinée forestière.

Toutefois, il convient de dire que si les membres des comités de paix ont apprécié l'octroi de ces sous-subsventions, les procédures qui ont accompagné de cet octroi ont été fortement critiquées par l'ensemble des comités de paix. Les membres de comités de paix pointent du doigt, un manque de confiance à leur égard et la lenteur dans le décaissement de ces sous-subsventions. Cette lenteur serait d'ailleurs la raison pour le comité de paix de N'zérékoré, du fait que l'huile achetée ne génère pas les bénéfices attendus de sa vente. En effet, la sous-subsvention devait être octroyée aux comités de paix en début d'année 2018 (entre janvier et février), mais les tournures procédurales ont fait que ce n'est qu'en avril que les comités ont commencé à avoir les montants de la sous-subsvention. Ce retard a rendu certains choix caducs et donc improductifs : c'est le cas du comité de paix de N'zérékoré. Cela revient à dire que d'une certaine manière, SFCG à travers ses procédures, a contribué à l'échec de la fructification des sous-subsventions pour les comités n'ayant pas fait un choix judicieux.

5.2. Des effets sessions de dialogue, de formations et de l'ouverture de centre régional de paix sur les communautés :

Les deux composantes du projet avaient des activités complémentaires. Les séances de formation ou de renforcement de capacités organisées ont permis aux acteurs principaux du projet d'acquérir des connaissances nouvelles sur la transformation du conflit et l'utilisation du dialogue comme moyen de gestion des conflits. Mais la principale activité engagée directement dans les communautés a été l'organisation des sessions de dialogue. Cette activité, relevant de la composante 1 du projet, est celle que les populations dans les communautés connaissent le mieux, puisque sur les 81% des répondants jugeant « utiles ou très utiles » les activités du projet, près de la moitié évoquent cette activité, comme l'activité qui leur a permis d'adopter de nouveaux comportements et des aptitudes nouvelles face aux conflits.

Figure 5 : Classification des activités ayant eu un effet sur les populations (N=1215)



Lorsque l'on demande pourquoi les sessions de dialogue sont l'activité qui a eu le plus d'effets sur les populations, il y a différents types de réponses qui sont donnés. Mais ceux qui retiennent l'attention sont :

- ⇒ Le caractère inclusif de ces sessions de dialogues ;
- ⇒ Le fait d'utiliser les personnes issues des communautés pour mener les activités dans les localités ;
- ⇒ La thématique des sessions de dialogue.

Trois réponses qui résument parfaitement l'organisation de ces sessions de dialogue et qui mettent en

relief, l'approche méthodologique de SFCG dans la conduite des activités du projet. Pour les répondants, les sessions de dialogue ont eu un effet considérable sur la gestion de tensions émergentes dans les communautés.

Une femme ayant participé à une session de dialogue à Yomou :

« Les sessions de dialogue ont contribué à réduire le niveau de tension ici. Avant les élections nous craignions beaucoup que la violence ne reprenne. Mais nous avons constaté que cela s'est passé sans aucune violence et malgré le fait que les élus ne sont pas encore installés, tout le monde est tranquille. Cela est dû aux sessions de dialogue organisées dans la commune urbaine mais aussi dans les districts».

Un père de famille à Lola :

« Si nous sommes parvenus à gérer le conflit lié à la gestion de la mosquée de Lola, c'est grâce à ce projet. Les sessions de dialogue ont permis de rassembler toutes les parties prenantes autour du sujet et de voir ensemble comment solutionner ce conflit. Moi je suis Fôlaka et jamais depuis le début de ce conflit, je n'avais serré la main d'un membre de la famille Sèbèdou. C'est pendant les sessions de dialogue que cela s'est produit... ».

Un jeune à Beyla :

« Le conflit entre Djakolidou et Beyla Sobakônô avait fait que les jeunes des deux communautés ne se fréquentaient plus. Lorsque dans un tournoi de football deux équipes issues des deux communautés devaient s'affronter, le match ne se jouait à cause des risques de violences. C'est à travers les sessions de dialogue que les jeunes des deux communautés se sont réconciliés et après la gestion du conflit, nous avons organisé un match pour célébrer la paix et la réconciliation ».

Nous nous sommes limités à ces trois témoignages, mais nous aurions pu en mettre beaucoup plus. C'est dire que les sessions de dialogue ont influencé les comportements, attitudes des populations dans les communautés. Ces témoignages sont recueillis dans les localités qualifiées de points chauds après l'étude de base du projet. Ils permettent de dire que les activités du projet et notamment, les sessions de dialogue ont eu un effet direct tant sur les conflits émergents que sur les conflits qui ont toujours existé dans les communautés. Par ailleurs, si dans les localités comme Guéckédou, Macenta et N'zérékoré, les populations hésitent à dire que le retour à un climat paisible est du fait des actions de SFCG, dans les localités de Beyla, Lola et Yomou, le discours est tout autre : Pour les populations de ces trois localités, le retour à un climat de paisible n'est imputable qu'à SFCG. Toutefois, nous restons prudents et estimons que SFCG à travers son approche inclusive et participative, a fortement contribué à la réduction des tensions dans les communautés.

Si les populations citent en premier les sessions de dialogue comme activité ayant eu plus d'effets sur elles, les autres activités ne sont pas en reste : chaque activité de ce projet a abouti à un résultat qui a contribué à l'atteinte des objectifs du projet. Les activités de renforcement de capacités ont permis aux acteurs du projet (acteurs au dialogue, facilitateurs du dialogue et leaders religieux et communautaires) d'acquérir des connaissances qui ont renforcé leurs capacités dans la promotion du dialogue et la transformation des conflits dans leurs communautés.

C'est grâce à ces connaissances qu'ils ont pu animer les sessions de dialogue. Ils sont donc à la base de l'adoption de comportements et attitudes nouveaux au sein des populations dans les communautés. Comme cela est dit en substance dans les propos ci-dessous :

Une femme leader à Macenta :

« Nous, nous n'avons pas participé aux formations avec SFCG, si nous avons acquis des connaissances sur l'importance du dialogue et sur la transformation des conflits, c'est grâce aux facilitateurs du dialogue et aux membres du comité de paix. Sans eux nous 'n'aurions pas toutes ces connaissances ».

Si les activités de renforcement de capacités ainsi que les sessions de dialogue ont eu un effet notable sur les populations, l'ouverture du centre régional de paix à N'zérékoré n'a pas eu le même effet. Dans les communautés, très peu de personnes sont informées de l'existence de centre dédié à la paix à N'zérékoré. Les 8% des répondants qui disent être informés de l'existence de ce centre sont en majorité de la commune urbaine de N'zérékoré. Dans les autres préfectures, les seuls informés de son existence sont les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet (Acteurs au dialogue, facilitateurs du dialogue et leaders religieux et communautaires). Il faut dire que son ouverture récente (24 Octobre 2017) et le fait qu'il n'y ait pas encore l'organisation d'une activité d'envergure régionale dans ce centre font que ce centre passe presque pour méconnu d'une grande partie de la population de la région forestière. En outre, son éloignement par rapport aux autres préfectures font que les populations de ces préfectures ne savent quasiment pas son existence. D'ailleurs, les acteurs du projet estiment que ce centre ne peut servir à toute la région du fait justement de son éloignement, et de la pluralité des conflits dans les préfectures. Ils estiment que si SFCG avait ouvert un centre dans chaque préfecture, cela aurait plus d'effet et de résonance.

Un membre du comité de paix de Guéckédou :

« C'est une idée de créer un centre de paix. Mais je pense que son emplacement ne favorise pas sa fréquentation. Les acteurs au dialogue et les membres des comités de paix ne sont pas qu'à N'zérékoré. Chaque préfecture a ses acteurs. Nous ne pouvons donc pas toujours nous rendre à N'zérékoré pour se concerter sur les questions parfois particulières. Il aurait été préférable d'avoir pour chaque préfecture, un centre de paix. ».

Si les populations ne semblent très informées de l'existence de ce centre de paix et si les acteurs du projet estiment qu'il ne peut servir à toute la région, des démarches sont engagées dans certaines préfectures en vue d'obtenir un bâtiment pouvant être dédié à la paix à l'image du centre régional de paix de N'zérékoré. C'est le cas à Beyla où les acteurs du projet ont obtenu des autorités locales, une case pour servir de centre de paix. Cette case obtenue en marge de la célébration de la gestion du conflit entre **Djalakolidou** et **Beyla-Sobakônô**, est le symbole de la paix entre les deux communautés qui étaient en conflit. Nous pouvons dire que l'ouverture du centre régional de paix à N'zérékoré, n'a pas connu le succès attendu, elle a permis surtout de susciter de la convoitise dans les autres préfectures de la région. Ainsi donc, dans un élan de durabilité de l'action de SFCG, plusieurs centres de paix pourraient voir le jour dans toutes les préfectures de la région. Ce qui serait un énorme succès de SFCG tant des espaces de ce type manquent dans les communautés.

5.3. De la concertation et la collaboration entre les leaders religieux et communautaires :

L'un des objectifs de ce projet était de promouvoir le dialogue entre les communautés à travers le renforcement des collaborations entre les leaders religieux et communautaires de la région forestière. En ce sens, une série de rencontres a été organisée tout au long du projet, permettant à ces leaders de se concerter entre eux en vue de réfléchir ensemble aux solutions qu'ils peuvent trouver aux différents conflits qui opposent leurs communautés. La réussite enregistrée par SFCG dans l'organisation de ces rencontres caractérisée par la forte mobilisation de ces leaders dans chaque préfecture, est à la hauteur du défi qu'était de réussir à rassembler tous les grands leaders des communautés autour d'une table pour évoquer un sujet aussi sensible.

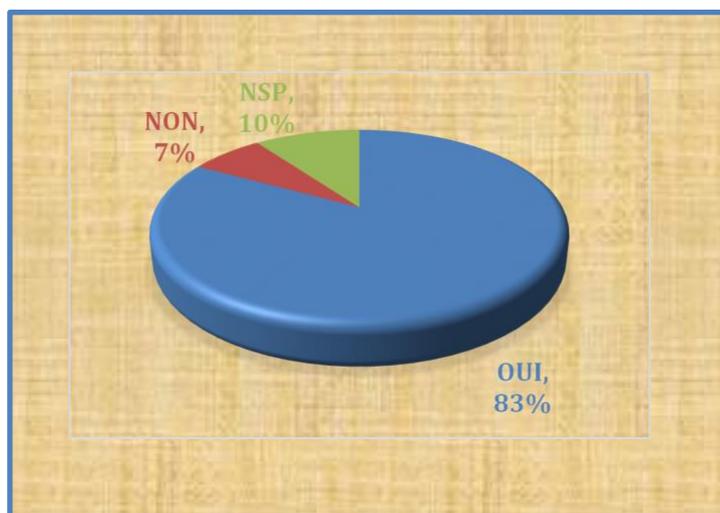
En effet, de l'aveu de ces leaders, il n'était guère imaginable dans chaque préfecture, de voir les leaders des communautés en conflits se retrouver. Les conflits avaient atteint un niveau que le scepticisme avait gagné tous les camps quant à la possibilité de se retrouver pour dialoguer.

Un leader communautaire à Beyla :

« Entre les habitants de Djalakolidou et ceux de beyla-Sobakônô, l'agressivité avait atteint un niveau où nous craignons le pire. Dans les mosquées, on n'osait pas aborder le conflit de peur cela ne soulève la violence. Les jeunes ne se fréquentaient plus, les femmes n'allaient dans le même marché. Tout le monde pensait que plus jamais, les deux camps allaient se retrouver. ».

Une rencontre qui était impensable, mais qui par l'entremise de SFCG, a été rendue possible. Dans chaque préfecture, les leaders des communautés en conflits se sont fréquemment rencontrés pour d'abord montrer qu'il était bien possible de se rencontrer et ensuite de montrer que les conflits qui les opposent ne pourraient être résolus qu'avec leur volonté. Cette série de rencontres a ému les populations dans les communautés, puisque 71% des répondants ont jugés *très utile* le fait que les leaders de leurs communautés aient pris l'initiative de se retrouver pour discuter de leurs problèmes. Dans les préfectures identifiées comme points chauds dans l'étude de base, et où il y avait des conflits qui avaient pris une dimension quasi nationale à cause des récupérations politico ethniques, les populations des camps opposés estiment que ces rencontres ont saluaires.

Figure 4 : Proportions des répondants répondant qui s'expriment sur la création d'un climat de confiance grâce aux rencontres des leaders religieux et communautaires (N=1215)



Si donc les rencontres des leaders religieux et communautaires sont appréciées des populations, la question des effets de ces rencontres se pose. Et les données de cette évaluation montrent que 83% des répondants ayant dit que les activités du projet ont eu un effet sur les populations, répondent *OUI* quant à savoir si ces rencontres ont permis de créer un climat de confiance entre les acteurs engagés dans la gestion des conflits entre les communautés. Par ces données, on comprend tout le poids de ces leaders dans leurs communautés. Engager une action de réconciliation sans

impliquer ces personnes dans l'approche ne pourrait aboutir à un résultat concluant. SFCG peut donc se réjouir d'avoir pensé faire de ces leaders dans les communautés, les portes étendards du dialogue intercommunautaires dans la région forestière. Dans les sessions de dialogues, ces leaders ont joué un rôle clé dans l'adhésion de leurs communautés aux idéaux de dialogue prônés par SFCG et conduits sur le terrain les acteurs du projet. Ils auraient pendant les prêches, annoncé l'organisation des sessions de dialogue aux populations tout en insistant que chacun y participe. Ces appels associés à l'image qu'ils dégageaient à

travers les différentes rencontres auraient fini par encourager les membres de chaque communauté à se mobiliser pour participer aux sessions de dialogue.

Un ieune de la communauté Fôlaka de Lola :

« Je me rappelle qu'un jour, notre imam a commencé à nous dire que nous devons cesser de considérer les Sèbèdoukas comme nos ennemis. Moi j'étais très surpris parce que je sais ce qu'il disait avant concernant cette communauté. Je me demandais ce qui l'a pris pour dire une telle chose. C'est alors qu'un autre jour, mon père est venu d'une réunion et m'a dit que je devais participer à une activité qui regroupait les deux communautés. Il m'a dit que les leaders religieux se sont engagés à trouver une solution paisible au problème de la mosquée. J'ai donc participé à l'activité dont parlait mon père ».

Comme ce jeune, plusieurs personnes dans les préfectures, ont participé aux sessions de dialogue grâce à l'appel des leaders religieux et communautaires. Des personnes qui, n'eût été un appel des leaders de leurs communautés n'auraient jamais accepté de participer à une activité les réunissant avec les membres de la communauté adverse. C'est dire tout le poids de ces leaders dans leurs communautés.

Selon les observations faites ces communautés pendant la collecte de données, nous sommes à même de dire que la collaboration des leaders religieux et communautaires a contribué à la pacification de leurs communautés et à la réinstauration de la coexistence pacifique entre les communautés dans les localités. Les exemples de Beyla et de Lola sont évocateurs de notre affirmation.

5.4. Du niveau d'institutionnalisation des comités de paix :

L'un des objectifs de ce projet était de voir les comités de paix devenir de véritables références dans les préfectures, en termes de promotion du dialogue et de la transformation des conflits. Toutes les actions entreprises avec ces comités concouraient à les rendre plus autonomes et à les donner une visibilité dans leurs localités et même au niveau de la région. Il est q' à travers les activités, on est à même de dire que les membres des comités de paix ont les connaissances et les compétences nécessaires pour se hisser en de véritables interlocuteurs locaux dans le domaine de la promotion du dialogue sociale et de la transformation des conflits. Mais qu'en est-il de la capacité de ces personnes à se fédérer pour devenir une organisation structurée et bien implantée dans leurs localités ?

Eu égard aux propos recueillis sur l'utilisation des sous-subsventions et même certains ont émis le doute sur le fait que les comités de paix continuent d'exister après le projet, nous sommes tentés de répondre OUI à cette question. En effet, au-delà du scepticisme affiché par certains membres des comités de paix, nous surtout constaté que tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce projet, ont conscience que le projet était amené à finir un jour et que la volonté de se mettre en association est partagée par tous les membres et dans toutes les localités du projet.

Un membre du comité de paix de Yomou :

« Je pense que la meilleure chose à faire est de se mettre en association afin de continuer l'œuvre de la consolidation de la paix. C'est très important car les conflits sont innérents à la vie de l'homme ».

Une actrice au dialogue à Guéckédou :

« Je pense nous avons un rôle à jouer ici. Nous avons commencé quelque chose que les gens ont apprécié. Si nous arrêtons maintenant parce que le projet va finir, cela n'a pas de sens. ».

Un facilitateur au dialogue à N'zérékoré:

« Nous en avons déjà discuté au préalable, notre souhait est de faire de sorte que ce comité existe pour toujours. Ce que nous voulons c'est de mettre une structure qui regroupe les membres des comités de paix, les acteurs au dialogue e les facilitateurs du dialogue. Ce sera une structure inclusive et nous serons alors plus forts. ».

Des propos qui illustrent notre analyse et qui augurent de voir dans chaque préfecture au moins, une association qui prône les valeurs reçues de par la mise en œuvre du projet. Toutefois, si la volonté ne manque pas chez ces acteurs du projet, il convient de dire que ces personnes ont besoin d'un certain accompagnement pour voir se concrétiser la mise en place de ces structures. Cet accompagnement doit porter le renforcement des capacités organisationnelles et un appui dans les démarches pour l'obtention de papiers légaux au niveau préfectoral. Ils sont convaincus qu'avec la lourdeur dans le traitement des dossiers au niveau de l'administration locale, SFCG pourrait faire un plaidoyer auprès des autorités pour faciliter l'obtention de l'agrément. De même, les acteurs du projet estiment que SFCG peut aussi un rôle dans l'obtention d'un local dans chaque préfecture qui pourrait servir de centre de paix à l'image de celui de N'zérékoré.

Nous pensons que dans le cadre de ce projet, SFCG ne pourrait pas combler les besoins exprimés par les acteurs du projet. Toutefois, dans la mesure où SFCG est un acteur incontournable dans la gestion des conflits en région forestière, qu'elle a établi des relations solides avec les autorités locales et dans le processus de pérennisation de tous ses efforts dans la région, elle pourrait engager un plaidoyer dans chaque préfecture pour les comités de paix soient légalisés et jouissent de tous les documents légaux. Elles pour le renforcement des capacités organisationnelles de ces comités, intégrer un volet accompagnement dans les nouvelles propositions de projets afin d'avoir des moyens suffisants pour apporter l'appui technique et organisationnel nécessaire au bon fonctionnement de ces comités de paix.

6. Leçons Apprises et Conclusions

6.1. Leçons apprises

L'analyse des données de cette évaluation, la revue documentaire et les constats faits sur le terrain ont permis de comprendre que tout au long du projet, SFCG a adopté une approche qui a permis à chaque personne impliquée dans la mise en œuvre de ce projet, de se sentir important et de jouer pleinement sa partition pour l'atteinte des objectifs du projet. L'un des enseignements que nous tirons est que lorsque tous les acteurs de la mise en œuvre d'un projet sont au diapason, il devient facile d'atteindre les objectifs du projet parce que chaque personne veut apporter sa pierre à l'édifice. Dans le cas de ce projet, ce sont les membres des communautés bénéficiaires qui ont été mis en avant. Ils ont conduit les activités sous l'œil vigilant de SFCG qui a apporté l'appui technique nécessaire pour chaque activité. Cette approche a donné confiance aux acteurs communautaires et les a permis de se sentir utiles à leurs communautés. Cette approche vise à valoriser les capacités locales à trouver de façon concertée, les solutions aux problèmes qui se posent dans les communautés.

Un autre enseignement tiré de cette évaluation est que les membres des comités dans certaines localités n'ont pas apprécié que SFCG ait décidé de gérer l'achat des articles qu'ils ont identifiés. Ils auraient préféré que les sous-subsidations leur soient données directement pour qu'eux même fassent les achats. Cet épisode a créé une sorte de confusion et suscité le doute au sein de certains comités de paix quant à la transparence dans le choix et l'achat des besoins évoqués par les membres de ces comités. Toutefois malgré de cet effet de fait, nous ne pouvons pas dire si SFCG s'est délibérément substituée aux membres des comités pour faire les achats à leur place ou pas. Nous ne pouvons donc que dire qu'il y eu une incompréhension entre SFCG et ses acteurs dans la gestion des sous-subsidations. Ce qui met en lumière une mauvaise communication à ce niveau.

6.2. Conclusions

De tout ce qui précède dans le chapitre *Résultats de l'évaluation*, nous parvenons à la conclusion que :

De la pertinence du projet

Le projet de SFCG était en adéquation avec le contexte conflictuel de la région de N'zérékoré. Les populations ont jugé « utiles ou Très utiles » les activités du projet. Et lorsque l'on demande en quoi les activités sont-elles utiles ou très utiles ? Deux éléments sont évoqués pour justifier l'utilité des activités du projet : 1) La nécessité de trouver des solutions durables aux problèmes conflictuels qui existent entre les communautés, et 2) La culture du dialogue dans les pratiques quotidiennes des populations pour gérer les conflits. Ces deux éléments d'après les populations, ont permis aux populations de s'approprier chacune des activités auxquelles, elles ont participé en tant que acteurs de mise en œuvre et/ou en tant que bénéficiaires directes des actions du projet

De l'efficacité du projet

Dans le cadre de la réalisation de ce projet, nous pouvons conclure que SFCG a été efficace dans la réalisation des activités de ce projet, car toutes les activités prévues ont été réalisées. Pour certaines activités, SFCG a même dépassé le nombre défini dans la note conceptuelle et consigné dans le cadre logique du projet. L'approche adoptée pour la coordination du projet a permis d'atteindre les cibles du projet, d'augmenter le niveau de connaissances des personnes formées et

de toucher les localités ciblées par le projet. En outre, cette approche a permis aux acteurs du projet de s'approprier du projet et de s'impliquer activement à son implémentation dans les communautés. Les populations dans les communautés apprécient fortement l'approche de SFCG de miser sur les personnes issues de leurs communautés pour faire un tel travail. Ce qui a valu à ce projet, un engouement populaire sanctionné par la mobilisation des populations dans les communautés à participer aux différentes activités réalisées dans le cadre de ce projet. La mobilisation de tous les acteurs et des populations à la base, a permis la réussite de la réalisation de toutes les activités du projet.

Des effets de l'action de SFCG à travers ce projet

La première chose qu'on a comme effet de ce projet est que les connaissances transférées aux acteurs du projet par le biais des formations sont pérennes ; nous avons rencontré dans les communautés des acteurs du projet qui parviennent à nous citer les différentes étapes de la transformation de conflit et de l'importance du dialogue dans la gestion des conflits. Nous avons constaté dans les communautés, que de plus en plus, les populations s'approprient de ces notions de transformations de conflits et de dialogue. Ces connaissances ajoutées à celles apprises par les populations à travers l'écoute des programmes médias de SFCG sur le dialogue et les activités de sessions de dialogue dans les communautés, tendent à transformer les comportements et attitudes des populations vis-à-vis des conflits et de leurs voisinages. S'il est trop tôt de parler de changement de comportements et d'attitudes, nous sommes à même de dire que des attitudes nouvelles allant dans le sens de ce changement véritable sont perceptibles au sein des populations.

La deuxième chose qui retient l'attention lorsque l'on parle avec les acteurs du projet, c'est la volonté de continuer les actions de sessions de dialogue et de réunions avec les leaders communautaires. Même si tous ne s'affichent pas cette volonté, nous avons rencontré une majorité de ces acteurs qui se sentent investis d'une mission et donc veulent l'accomplir. Cette volonté est le signe d'une véritable prise de conscience collective à s'impliquer dans la gestion et la transformation des conflits au sein des communautés, de la part des acteurs sociaux locaux. Ce qui en soi, est une bonne chose pour les communautés. Car si les acteurs du projet issus de ces communautés s'engagent à poursuivre les actions du projet, nul doute que les conflits seront gérés de façon concertée et que les violences dans les communautés diminueront progressivement. Et c'est dans ce sens qu'ils ont émis le souhait d'institutionnaliser les comités de paix, afin d'en faire une structure forte, et inclusive qui va poursuivre les objectifs du projet dans les communautés.

En plus du fait que les acquis des formations en train d'être véhiculés dans les communautés et que les acteurs du projet se sont engagés et sont motivés à poursuivre les actions du projet, il faut dire aussi les leaders communautaires et religieux prennent davantage de plaisir à se retrouver et discuter des problèmes qui se posent dans leurs communautés. Cette pratique se perpétue dans les comportements et attitudes de ces personnes très influentes dans les communautés. Cela amène les populations à s'accepter davantage dans les communautés et donc de réduire les risques de tensions entre elles.

Tout ceci concourt à dire que pour l'instant (juste un mois après la mise en œuvre du projet), il serait très présomptueux de dire que le projet a eu des impacts significatifs sur le terrain. Toutefois, il convient de dire

qu'avec les constats faits sur le terrain et les effets produits par la mise en œuvre du projet, nous sommes convaincus que ce projet va durablement impacter les comportements et attitudes des populations de ces localités vis-à-vis des conflits.

7. Recommandations

Les recommandations que nous formulons à la suite de cette évaluation s'adressent en tout premier lieu à SFCG qui est le commanditaire de cette évaluation. Elles s'adressent par la suite aux partenaires de mises en œuvres du projet et enfin, au bailleur du projet qui Unicef et aux partenaires de SFCG dans la mise en œuvre du projet.

A SFCG,

La mise en œuvre de ce projet a permis de situer la population et en particulier les acteurs locaux au cœur des actions de promotion du dialogue intercommunautaire pour une gestion efficace des conflits. Eu égard à ce que cette évaluation nous apprend, il convient de dire que SFCG doit :

- ✓ Appuyer les acteurs locaux à se fédérer en association afin de continuer l'œuvre du projet et assurer une pérennité aux comportements et attitudes nouveaux déjà perceptibles au sein des communautés ;
- ✓ Faire un plaidoyer auprès des autorités administratives afin de faciliter l'obtention des documents (agrément) locaux permettant aux acteurs locaux de jouir de toute la liberté et de tous les droits concourant à promouvoir le dialogue et la transformation pacifique des conflits dans leurs localités ;
- ✓ Dans l'élaboration de nouveaux projets, intégrer le volet renforcement de capacités des membres des nouvelles structures formées en montage et gestion de projets, afin de permettre à ceux-ci de pouvoir être autonomes. Ce renforcement de capacités doit porter aussi la gestion saine des finances en vue de permettre à ces acteurs de pouvoir mieux justifier les dépenses qu'ils effectuent ;
- ✓ Soutenir à Beyla, les initiatives d'ouverture du centre de paix que les autorités locales ont mise à la disposition du comité de paix. Cet appui peut se faire par un lobbying auprès d'autres organisation œuvrant sur les mêmes thématiques que SFCG dans la région, qui pourraient trouver un intérêt au fait d'avoir une maison dédiée à la paix à Beyla ;
- ✓ Dans les prochaines où des sous-subsidies devraient être données aux bénéficiaires, s'assurer que ces derniers comprennent le bien fondé d'impliquer SFCG dans les transactions, pour éviter qu'ils pensent que SFCG ne leur fait pas confiance. Cela passe par une bonne communication et si les acteurs locaux ont des capacités renforcées en ce sens, cette situation ne devrait plus se poser.

Aux acteurs locaux (impliqués dans la mise en œuvre du projet),

La mise en œuvre de ce projet a permis de renforcer les capacités et connaissances en promotion de dialogue et transformation de conflits. Cela a produit des changements de comportements et d'attitudes que les

acteurs doivent pouvoir décupler au sein des communautés et ainsi permettre que le projet ait un réel impact sur les populations des communautés. Pour cela, les acteurs locaux doivent :

- ✓ Se mettre en association pour fédérer les efforts de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce projet. Cela permettrait d'avoir une meilleure visibilité dans les communautés et les localités et aussi de gagner plus de crédibilité auprès des autorités locales et les partenaires au développement évoluant dans les localités. Cela passe par
 - La tenue d'une assemblée constituante et la rédaction d'un procès-verbal définissant les contours de la mise en place d'une association et ;
 - De la manifestation de la volonté d'avoir les documents légaux de l'organisation auprès des autorités dans chaque localité.

- ✓ Pour les comités qui ont des difficultés quant à l'utilisation des sous-subsidations reçues de SFCG dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, redéfinir les stratégies qui permettent de fructifier les sous-subsidations. Cela pourrait se porter sur des activités qui sont faciles à gérer telles que les locations de chaises, de chaîne musicale, etc... Puisque des activités assez prisées dans les communautés et donc très rentables que le commerce de l'huile qui se fait que sur une période spécifique de l'année ;

- ✓ Les leaders communautaires et religieux doivent continuer les réunions de concertations pour prévenir les conflits émergents dans les communautés. Même s'il faut revoir la fréquence à cause de ce que cela implique en termes de coûts, nous pensons que cette activité est très importante pour maintenir le contexte paisible actuel dans les localités et dissuader d'éventuels perturbateurs dans les communautés qui voudraient saper les efforts de consolidation de la paix.

Au bailleur :

Le changement de comportement est un travail de tous les instants. Il n'est pas évident avec un projet de 18 mois, d'impacter durablement le comportement des personnes dans les communautés. Ce projet a produit des effets qui peuvent être encourageants et qui laissent augurer que les populations vont épouser des comportements et attitudes en faveur du dialogue et de la gestion pacifique des conflits dans la région forestière. C'est pourquoi appelons le bailleur à :

- ✓ Prolonger le projet de façon à soutenir les initiatives locales pour promouvoir le dialogue et la gestion pacifique des conflits. A défaut, partager les résultats de cette évaluation à d'autres bailleurs afin de susciter leurs intérêts à s'investir dans la pérennisation des acquis de ce projet.